



## Jérusalem et Washington poussent les Palestiniens au bord de la famine

Par [Jean Shaoul](#)

Mondialisation.ca, 26 mars 2007

[WSWS](#) 26 mars 2007

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

Le House of Commons International Development Committee (le Comité international du développement de la Chambre des Communes) a publié dernièrement un rapport sur des observations faites au terme de visites effectuées en Israël et en Palestine.

Le rapport dresse un tableau dévastateur de l'impact des sanctions économiques imposées par les Etats-Unis et d'autres grandes puissances, dont la Grande-Bretagne, contre le gouvernement du Hamas de l'Autorité palestinienne (AP). Ce faisant, le rapport démontre la complicité de l'ensemble de l'Europe et des Nations unies avec l'occupation de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza ainsi que de l'assujettissement brutal des Palestiniens par Israël.

La victoire électorale du Hamas, qualifiée d'organisation terroriste par les Etats-Unis en raison de son opposition militaire contre Israël, a conduit, suite à l'insistance des Etats-Unis et d'Israël, au boycott économique et à l'isolement de l'AP.

Israël a retenu illégalement l'argent des impôts et des droits de douane qu'il collecte au nom de l'AP, l'équivalent de 60 millions de dollars par mois soit près de 50 pour cent des revenus mensuels de l'AP, tandis que le Quartet, Etats-Unis, Union européenne, Russie et ONU, a supprimé toute aide directe à l'AP, la privant ainsi de 25 pour cent supplémentaires de son budget.

La plus grande partie de l'argent de l'AP sert à payer les salaires de ses employés, le secteur public palestinien, y compris les médecins, les enseignants et les fonctionnaires. Cet argent est également l'« aide financière de dernier recours » pour les services sociaux et les institutions publiques palestiniennes qui ne sont plus en mesure de payer leurs créanciers étant donné que les banques internationales ne font plus crédit et ont suspendu toute autre aide parce qu'elles redoutent un procès de la part des Etats-Unis dans le cadre de la guerre contre le terrorisme.

Les propres recettes fiscales de l'AP ont chuté en raison de l'accroissement du chômage et de la pauvreté. L'effet combiné a été de freiner l'économie palestinienne et de pousser sa population au bord de la famine.

Les conclusions du rapport, qui est à la fois le résultat d'une visite en Israël /Palestine et de données fournies par diverses organisations d'aide, sont choquantes.

\* Le produit intérieur brut a baissé de 9 pour cent durant la première moitié de 2006 et l'on

s'attendait à ce qu'il chute de 27 pour cent d'ici la fin de 2006, le revenu personnel baissant de 30 pour cent.

\* 160.000 employés du secteur public n'ont pas été payés depuis mars 2006, ce qui touche 25 pour cent de la population.

\* La stratégie de survie de la population comprend : le report du paiement des factures (83,5 pour cent), vivre de ses économies (26,3 pour cent), la vente des bijoux (29,6 pour cent) et la réduction de la consommation de viande fraîche (88,6 pour cent). 68 pour cent dépendent entièrement d'emprunt informel d'argent pour subsister.

\* 70 pour cent des travailleurs de Gaza n'ont ni emploi ni salaire.

\* 51 pour cent des Palestiniens dépendent à présent de l'aide alimentaire, soit une augmentation de 14 pour cent par rapport à l'année dernière.

\* Les taux de malnutrition étaient en 2004 aussi mauvais que dans certaines parties de l'Afrique sub-saharienne. C'est le principal problème de santé publique avec 37,9 pour cent des enfants de moins de cinq ans et 31,1 pour cent des femmes en âge de procréer étant anémiques. 22 pour cent des moins de cinq ans présentent un déficit en vitamine A et 20 pour cent un déficit en iode.

\* La mortalité infantile est de 25,2 pour 1.000 naissances vivantes, alors que la mortalité des moins de cinq ans est de 29,1 pour 1.000 naissances vivantes.

\* Les frais d'hospitalisation sont hors de prix pour la plupart des Palestiniens. L'effet des fermetures imposées par Israël, le non-paiement des salaires et les grèves du personnel qui s'ensuivirent ont interrompu la livraison des médicaments et du matériel. Ceci a considérablement restreint l'accès aux hôpitaux et aux soins de santé.

\* Alors qu'à Hébron la moyenne du nombre des naissances est d'environ 600, en septembre dernier, tout juste 100 bébés étaient nés dans des hôpitaux publics auxquels s'ajoutèrent 200 naissances supplémentaires ayant eu lieu dans des hôpitaux privés ou d'ONG. Trois cents naissances n'ont pu être localisées et l'on assume qu'il s'agit d'accouchements à domicile pour la plupart sans accès à une sage-femme qualifiée.

\* 25 pour cent des habitants de Gaza n'ont pas un accès suffisant à l'eau.

\* Le bombardement de la centrale électrique de la Bande de Gaza durant l'offensive d'été a réduit davantage encore l'accès à l'eau en causant des problèmes aux hôpitaux et en provoquant une augmentation des cas de diarrhée, notamment chez les enfants de moins de trois ans.

\* Les Palestiniens consomment en moyenne 83 mètres cubes d'eau par personne et par an contre une consommation moyenne annuelle de 333 mètres cubes pour un Israélien et de 1.450 pour un colon. Les colonies au sommet des collines déversent souvent leur eau de drainage dans la vallée en aval, contaminant ainsi l'approvisionnement en eau des Palestiniens.

\* 7,3 pour cent seulement des terres sont irriguées en Cisjordanie contre 50 pour cent des terres comparables en Israël.

\* Depuis 2006, 64 pour cent des Palestiniens vivent sous le seuil de pauvreté, mais ce chiffre passe à 78 pour cent dans la Bande de Gaza. Il est passé de 20 pour cent en 1998 à 54 pour cent en 2005.

\* Au cours de la première moitié de 2006, un nombre impressionnant de 1.069.200 personnes avaient des niveaux de consommation inférieurs au seuil de pauvreté extrême, soit une augmentation de 418.400 en tout juste six mois. Leur consommation quotidienne moyenne se montait à environ 1,66 dollar américain par personne et par jour, ce qui est inférieur au niveau de consommation prévu de 2,10 dollars pour couvrir les besoins de base.

\* La consommation réelle par habitant a baissé de 12 pour cent en 2006, dont celle de la nourriture qui a baissé de 8 pour cent.

Confrontée à cette abominable crise humanitaire, l'ONU a pris la décision sans précédent de faire passer son appel à l'aide humanitaire de 215 millions de dollars à 384 millions de dollars. L'appel de 2007 sera de l'ordre de 450 millions de dollars.

Le rapport montre que des niveaux aussi élevés d'aide dépassent de loin les niveaux par habitant enregistrés dans de nombreux pays pauvres d'Afrique subsaharienne et ne peuvent être maintenus sur une longue durée. Mais, faute d'un règlement du conflit, une telle aide sera cruciale.

Ces conditions ne sont pas simplement la conséquence des sanctions économiques imposées suite à l'élection du Hamas, mais résultent d'une dégradation continue du niveau de vie suite à l'*intifada* provoquée par le dirigeant du Likoud de l'époque, Ariel Sharon, dans le but de saborder toute chance de résolution du conflit Israël/Palestine en septembre 2000.

L'écrasement brutal par Israël du soulèvement fut accompagné de l'imposition d'un couvre-feu et de restrictions de déplacements, comprenant des barrages routiers, des passages à la frontière, des monticules de terre bloquant l'entrée des chemins, des tranchées, des contrôles volants et un système de permis différent pour les Palestiniens pour utiliser des tunnels souterrains et la construction du Mur de Sécurité. Le rapport qualifie ces conditions de « discriminatoires » en disant que « les Palestiniens sont traités comme des citoyens de seconde classe dans leur propre pays. »

Ces conditions ainsi que le réseau de colonies et de l'infrastructure qui les accompagne ont étouffé le commerce et empêché aux Palestiniens d'avoir accès aux services.

L'industrie manufacturière a décliné. L'investissement étranger et local a quasiment cessé en dépit de niveaux de productivité du travail de 40 pour cent supérieur à ceux d'autres travailleurs de la région. Israël a été en mesure de profiter, sans avoir à subir des sanctions de Bruxelles, de ses relations commerciales avec l'Union européenne tout en privant les Palestiniens de bénéfices identiques.

L'aide internationale est accordée à raison de 300 dollars par habitant ou environ 1 milliard de dollars par an depuis 2000, reflétant le déclin catastrophique de l'économie et des niveaux de vie des Palestiniens.

Comme le montre le rapport, « Ce sont, avant tout, elles (les restrictions) qui détruisent l'économie palestinienne et créent la pauvreté largement répandue. »

Comme on pourrait s'attendre d'un rapport compilé par des députés britanniques, les

réponses apportées à ses propres conclusions consistent à se demander timidement jusqu'à quel point ces restrictions, justifiées au nom de la « sécurité », remplissent leur rôle. Mais, les conclusions du rapport donnent à penser à tout lecteur objectif que le régime des sanctions et autres restrictions imposées par Israël, avec le soutien des Etats-Unis et de l'Europe, représente une tentative délibérée d'assujettir les Palestiniens par la famine, en en tuant le plus possible et en contraignant bien d'autres encore à l'exil ; une forme de nettoyage ethnique à l'aide de moyens économiques.

Article original en anglais paru le 21 mars 2007.

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Jean Shaoul](#), [WSWS](#), 2007

---

Articles Par : [Jean Shaoul](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)